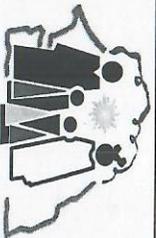
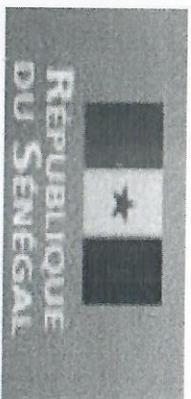


1605

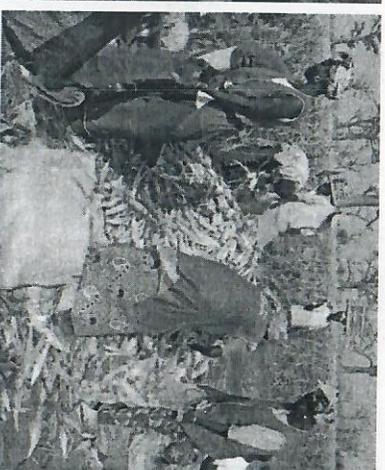


Ministère de la Femme, de la Famille et du Genre

Cellule de Suivi Opérationnel des Programmes de Lutte contre la Pauvreté (CSO-PLCP)

**PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN PLACE D'UNITES
D'EMPLOIS RAPIDES POUR L'EMERGENCE**

NOVEMBRE 2017



2

I. Contexte et Justification

La population du Sénégal est estimée à 13,6 millions habitants, en 2012, avec un taux annuel de croissance démographique de 2,6%. Cet accroissement démographique ne s'est pas accompagné d'une offre conséquente d'opportunités d'emplois durables et de services sociaux de base notamment pour les groupes vulnérables (Femmes, jeunes) vivant majoritairement en milieu rural. Selon les dernières estimations de 2010, 55% de la population sénégalaise vit en milieu rural, environ 52% de cette dernière est constituée de femmes, un Sénégalais sur deux à moins de 20 ans et près de deux Sénégalais sur trois, ont moins de 25 ans.

En matière d'emploi, le chômage reste un problème crucial face à la croissance démographique. La population active au Sénégal augmente à un rythme supérieur à l'offre d'emplois dans le secteur formel et/ou moderne. Selon les dernières estimations (ESPS II. 2011), le taux de chômage est de 10,2% au niveau national. Il est de 7,7% chez les hommes et de 13,3% au niveau des femmes. Par contre, le taux de chômage chez les jeunes est de 12,7%. Plus que l'excès de la demande de travail sur l'offre, ce sont le sous-emploi et l'inadéquation entre emploi/formation qui sont les principaux problèmes du marché de l'emploi. Le taux de sous-emploi représente 32% au sein de la population active.

A l'image de la structure de la pauvreté, l'emploi présente des disparités géographiques et de genre. L'exode vers les villes des jeunes et des femmes actives est un signe manifeste de déficit d'emplois productifs en milieu rural. En effet, la population active, majoritairement agricole, souffre d'un taux élevé d'analphabétisme et de sous-emploi et est exposée aux aléas. En cas de chocs climatiques comme la sécheresse, les femmes se trouvent pour la plupart du temps sans travail. Dans ces zones rurales, les revenus générés par les femmes ne proviennent pas systématiquement d'emplois salariés, mais principalement d'activités individuelles issues de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Par ailleurs, leurs moyens de production qui restent essentiellement rudimentaires pour près de 82,6% contre 79,4% chez les hommes ne permettent pas à leurs activités de générer des emplois.

Au niveau urbain, l'offre de formation est souvent en inadéquation avec le marché du travail. C'est surtout au niveau des jeunes diplômés que le taux de chômage est le plus élevé. Globalement les niveaux de formation professionnelle sont faibles et limités, entraînant, en partie, l'expansion du secteur informel. En ce qui concerne les femmes, elles s'investissent particulièrement dans le secteur informel plus souple et plus adapté à leurs capacités financières et au calendrier de leurs activités. Elles restent ainsi peu représentées dans le secteur formel et n'arrivent pas à s'investir dans les secteurs à haute valeur ajoutée. En outre, elles arrivent difficilement à sécuriser leurs faibles revenus en raison de leur propension à utiliser lesdits revenus pour des dépenses de consommation, de santé et d'éducation de leurs familles en l'absence de filets sociaux de sécurité.

Pour relever les défis auxquels le pays est confronté, le Gouvernement du Sénégal a élaboré et adopté, le Plan Sénégal Emergent (PSE) décliné autour de trois (03) axes stratégiques que sont (i) la transformation de l'économie de croissance, (ii) le capital humain la protection sociale et le développement durable, (iii) gouvernance institution paix et sécurité. Le PSE établit ainsi un lien étroit entre la croissance économique et l'emploi en prenant en compte l'Equité et l'Egalité de Genre.

Ainsi, il apparait nécessaire de proposer un plan d'actions pour la mise en place d'unités d'emplois rapides en faveur des femmes et des jeunes pour l'émergence, conformément à la volonté du Chef de l'Etat defairede2018, une Année sociale dédiée aux groupes vulnérables en vue de favoriser une croissance économique inclusive.

II. Objectifs

2.1. Objectif Global

L'objectif global du projet est de mettre en place des unités d'emplois rapides en faveur des femmes et des jeunes pour contribuer à l'autonomisation économique des femmes et à l'insertion des jeunes.

2.2. Objectifs Spécifiques

Plus spécifiquement, il s'agira de:

- Assurer l'appui-conseil des femmes et des jeunes promoteurs dans l'identification, la formulation, la formalisation, la structuration, l'organisation et le développement de leurs initiatives entrepreneuriales.
- Accompagner les promoteurs à travers deséquipements de soutien ainsi que des technologies appropriées et innovantes indispensables à la réalisation de leurs initiatives entrepreneuriales.
- Renforcer les capacités techniques et managériales des promoteurs sur la base d'un plan de formation validé.

III. Stratégie de mise en oeuvre

Le plan d'action ciblera, dans une phase-pilote, les femmes et jeunes porteurs d'initiatives entrepreneuriales de la région de Dakar qui s'activent dans les chaînes de valeur productives et autres créneaux porteurs identifiés et s'inscrivant dans les potentialités socio-économiques locales.

Il sera soutenu et accompagné par les Collectivités locales, le Centre Intégré de Développement Economique et Social (CIDES), l'Agence Régionale de Développement et des partenaires institutionnels et communautaires communément appelés Plateformes Techniques opérationnelles (les services techniques déconcentrés de l'Etat et les Acteurs Porteurs de Dynamiques Communautaires « APDC »).

Par ailleurs, la mise en oeuvre sera sous tendue par des accords de partenariat technique et technologique avec des structures spécialisées.

L'unité d'emplois rapides pour l'émergence pourrait se constituer au tour de groupe de 5 à 20 femmes / jeunesou par famille vulnérable et selon la nature de l'activité.

La mise en oeuvre du plan d'action sera, également, soutenu par des sessions de formation qualifiante rapide articulée, d'une part, autour d'un tronc commun sur les rudiments dela

gestion, du management et l'organisation d'une unité d'emplois rapides et, d'autre part, sur des modules de formation technique selon la nature de l'activité.

En vue de favoriser une cohérence dans la démarche d'accompagnement et la coordination des activités des unités d'emplois rapides, il sera mis en place **des centres d'incubation de projets par secteur d'activité ou thématique.**

Dans le souci d'une bonne appropriation du concept d'emplois rapides et des orientations du Gouvernement en matière de croissance inclusive, il est prévu l'élaboration de supports de communication adaptés

IV. Plan d'actions

Objectifs	Activités	Valeurs - cible	Chronogramme				Coût estimatif
			T1	T2	T3	T4	
1. Assurer l'appui-conseil des femmes et des jeunes promoteurs dans l'identification, la formulation, la formalisation, la structuration, l'organisation et le développement de leurs initiatives entrepreneuriales	1.1. Identifier et formuler des projets de mise en place d'unités d'emplois rapides dans filières porteuses de croissance (entrepreneuriat agricole/fermes agricoles, culture bio, emplois verts, élevage et produits dérivés, produits halieutiques et transformation, etc.)	1.1.1. 1500 poulaillers 1.1.2. 500 unités d'embouche bovine 1.1.3. 500 unités d'embouche ovine 1.1.4. 200 unités de collecte/transformation de lait 1.1.5. 200 unités de transformation de céréales locales 1.1.6. 4 unités d'exploitation de cuirs et peaux 1.1.7. 32 unités de transformation des fruits locaux 1.1.8. 10 unités de transformation de produits halieutiques 1.1.9. 8 boulangeries 1.1.10. 14 unités de fabrication artisanale 1.1.11. 10 chambres froides					1.1.1. 450 millions 1.1.2. 125 millions 1.1.3. 250 millions 1.1.4. 40 millions 1.1.5. 40 millions 1.1.6. 80 millions 1.1.7. 640 millions 1.1.8. 300 millions 1.1.9. 400 millions 1.1.10. 280 millions 1.1.11. 840 millions <hr/> 3 445 000 000
	1.2. Mettre en place un mécanisme d'accompagnement et d'appui conseil à la structuration et au	1 mécanisme fonctionnel					200 millions

	développement des initiatives des femmes et jeunes porteurs de projets						
2. Accompagner les promoteurs à travers des équipements de soutien ainsi que des technologies appropriées et innovantes indispensables à la réalisation de leurs initiatives entrepreneuriales	2.1. Evaluation des besoins en équipements production et en fond de roulement selon les projets retenus et la nature de la formation	Voir les cibles					Voir coûts estimatifs
	2.2. Mettre en place un mécanisme et des procédures d'acquisition des équipements	Mécanisme fonctionnel Manuel de procédures élaboré					
	2.3. Etablir des protocoles de partenariat avec les instituts et structures compétents en matière d'appui en matière d'innovations technologiques durables	Protocoles de partenariat signés					
	2.4. Mettre en place des équipements, matériels et technologies appropriées pour la valorisation des initiatives et capacités productives des femmes	Voir les cibles					Voir coûts estimatifs
	2.5. Elaborer un plan de gestion, d'entretien et de maintenance des équipements de soutien à la production	Plan de gestion					
3. Renforcer les capacités techniques	3.1. Renforcer les capacités des femmes en matière de gestion,	3.1.1. 477 sessions de formation à raison de					765 585 000

et managériales des promoteurs sur la base d'un plan de formation validé	d'entretien et de maintenance des équipements de soutien	25 personnes par session					
	3.2.Renforcer les capacités des organisations de femmes et de jeunes (GIE, GPF et organisation faîtière) en management orienté vers la création d'entreprise						
	3.3.Renforcer les capacités techniques,managériales, et de gestion des porteurs de projets						
	3.4.Sensibiliser/informer les acteurs sur les mécanismes et procédures d'acquisition des équipements	Tous les porteurs de projets					Voir budget activité 1.2
Coût total plan d'action							4 410 585 000

PROJET DE BUDGET FORMATION TECHNIQUE POUR UNE SESSION DE 25 PERSONNES PAR THEMATIQUE

RUBRIQUES	PU	QTE	NBR JOURS	TOTAL
FORMATION PRATIQUE /EMBOUCHE/SESSION DE 5 JOURS				
LOCATION BERGERIE	10 000	1	5	50 000
INTRANT PEDAGOGIQUE	190 000	1	5	190 000
PRISE EN CHARGE STRUCTURE D'OFFRE DE SERVICE	40 000	1	5	200 000
REMBOURSEMENT TRANSPORT	3 000	25	5	375 000
RESTAURATION	3 000	30	5	450 000
SUPERVISION TECHNIQUE	10 000	2	5	100 000
APDC	5 000	4	5	100 000
Location chaise	100	30	5	15 000
location table	1 000	3	5	15 000
REPRODUCTION MODULE	25 000	1		25 000
COMMUNICATION	30 000	1		30 000
DIVERS	70 000	1		70 000
BUDGET TOTAL POUR UNE FORMATION TECHNIQUE				1 620 000

RUBRIQUES	PU	QTE	NBR JOURS	TOTAL
FORMATION PRATIQUE/AVICULTURE/SESSION DE 5 JOURS				
LOCATION POULAILLER	10 000	1	5	50 000
INTRANT PEDAGOGIQUE	150 000	1		150 000
PRISE EN CHARGE STRUCTURE D'OFFRE DE SERVICE	40 000	1	5	200 000
REMBOURSEMENT TRANSPORT	3 000	25	5	375 000
RESTAURATION	3 000	30	5	450 000
SUPERVISION TECHNIQUE	10 000	2	5	100 000
APDC	5 000	4	5	100 000
Location chaise	100	30	5	15 000
location table	1 000	3	5	15 000
REPRODUCTION MODULE	25 000	1		25 000
COMMUNICATION	5 000	1		30 000
DIVERS	5 000	1		70 000
BUDGET TOTAL POUR UNE FORMATION TECHNIQUE				1 580 000

RUBRIQUES	PU	QTE	NBR JOURS	TOTAL
FORMATION PRATIQUE/TRANSFORMATIONS DE CEREALES/SESSION DE 5 JOURS				
LOCATION UNITE	10 000	1	5	50 000
INTRANT PEDAGOGIQUE	150 000	1		150 000
PRISE EN CHARGE STRUCTURE D'OFFRE DE SERVICE	40 000	1	5	200 000
REMBOURSEMENT TRANSPORT	2 000	25	5	250 000
RESTAURATION	3 000	30	5	450 000
SUPERVISION TECHNIQUE	10 000	2	5	100 000
APDC	5 000	4	5	100 000
REPRODUCTION MODULE	25 000	1	5	125 000
COMMUNICATION	5 000	1		30 000
DIVERS	5 000	1		70 000
BUDGET TOTAL POUR UNE FORMATION TECHNIQUE				1 525 000

RUBRIQUES	PU	QTE	NBR JOURS	TOTAL
FORMATION PRATIQUE /COLLECTE &TRANSFORMATION DE LAIT/SESSION DE 5 JOURS				
LOCATION UNITE	10 000	1	5	50 000
INTRANT PEDAGOGIQUE	190 000	1		190 000
PRISE EN CHARGE STRUCTURE D'OFFRE DE SERVICE	40 000	1	5	200 000
REMBOURSEMENT TRANSPORT	3 000	25	5	375 000
RESTAURATION	3 000	30	5	450 000
SUPERVISION TECHNIQUE	10 000	2	5	100 000
APDC	5 000	4	5	100 000
Location chaise	100	30	5	15 000
location table	1 000	3	5	15 000
REPRODUCTION MODULE	25 000	1		25 000
COMMUNICATION	30 000	1		30 000
DIVERS	70 000	1		70 000
BUDGET TOTAL POUR UNE FORMATION TECHNIQUE				1 620 000

RUBRIQUES	PU	QTE	NBR JOURS	TOTAL
FORMATION PRATIQUE /EXPLOITATION CUIRS & PEAUX/SESSION DE 5 JOURS				
LOCATION UNITE	10 000	1	5	50 000
INTRANT PEDAGOGIQUE	190 000	1		190 000
PRISE EN CHARGE STRUCTURE D'OFFRE DE SERVICE	40 000	1	5	200 000
REMBOURSEMENT TRANSPORT	3 000	25	5	375 000
RESTAURATION	3 000	30	5	450 000
SUPERVISION TECHNIQUE	10 000	2	5	100 000
APDC	5 000	4	5	100 000
Location chaise	100	30	5	15 000
REPRODUCTION MODULE	25 000	1		25 000
COMMUNICATION	30 000	1		30 000
DIVERS	70 000	1		70 000
BUDGET TOTAL POUR UNE FORMATION TECHNIQUE				1 605 000

RUBRIQUES	PU	QTE	NBR JOURS	TOTAL
FORMATION PRATIQUE /TRANSFORMATION DE FRUITS LOCAUX/SESSION DE 5 JOURS				
LOCATION UNITE	10 000	1	5	50 000
INTRANT PEDAGOGIQUE	190 000	1		190 000
PRISE EN CHARGE STRUCTURE D'OFFRE DE SERVICE	40 000	1	5	200 000
REMBOURSEMENT TRANSPORT	3 000	25	5	375 000
RESTAURATION	3 000	30	5	450 000
SUPERVISION TECHNIQUE	10 000	2	5	100 000
APDC	5 000	4	5	100 000
Location chaise	100	30	5	15 000
REPRODUCTION MODULE	25 000	1		25 000
COMMUNICATION	30 000	1		30 000
DIVERS	70 000	1		70 000
BUDGET TOTAL POUR UNE FORMATION TECHNIQUE				1 605 000

RUBRIQUES	PU	QTE	NBR JOURS	TOTAL
FORMATION PRATIQUE /TRANSFORMATION PRODUITS HALIEUTIQUES/SESSION DE 5 JOURS				
LOCATION UNITE	10 000	1	5	50 000
INTRANT PEDAGOGIQUE	190 000	1		190 000
PRISE EN CHARGE STRUCTURE D'OFFRE DE SERVICE	40 000	1	5	200 000
REMBOURSEMENT TRANSPORT	3 000	25	5	375 000
RESTAURATION	3 000	30	5	450 000
SUPERVISION TECHNIQUE	10 000	2	5	100 000
APDC	5 000	4	5	100 000
Location chaise	100	30	5	15 000
REPRODUCTION MODULE	25 000	1		25 000
COMMUNICATION	30 000	1		30 000
DIVERS	70 000	1		70 000
BUDGET TOTAL POUR UNE FORMATION TECHNIQUE				1 605 000

RUBRIQUES	PU	QTE	NBR JOURS	TOTAL
FORMATION PRATIQUE /BOULANGERIE/SESSION DE 5 JOURS				
LOCATION UNITE	10 000	1	5	50 000
INTRANT PEDAGOGIQUE	190 000	1		190 000
PRISE EN CHARGE STRUCTURE D'OFFRE DE SERVICE	40 000	1	5	200 000
REMBOURSEMENT TRANSPORT	3 000	25	5	375 000
RESTAURATION	3 000	30	5	450 000
SUPERVISION TECHNIQUE	10 000	2	5	100 000
APDC	5 000	4	5	100 000
Location chaise	100	30	5	15 000
REPRODUCTION MODULE	25 000	1		25 000
COMMUNICATION	30 000	1		30 000
DIVERS	70 000	1		70 000
BUDGET TOTAL POUR UNE FORMATION TECHNIQUE				1 605 000

RUBRIQUES	PU	QTE	NBR JOURS	TOTAL
FORMATION PRATIQUE /FABRICATION ARTISANALE/SESSION DE 5 JOURS				
LOCATION UNITE	10 000	1	5	50 000
INTRANT PEDAGOGIQUE	190 000	1		190 000
PRISE EN CHARGE STRUCTURE D'OFFRE DE SERVICE	40 000	1	5	200 000
REMBOURSEMENT TRANSPORT	3 000	25	5	375 000
RESTAURATION	3 000	30	5	450 000
SUPERVISION TECHNIQUE	10 000	2	5	100 000
APDC	5 000	4	5	100 000
Location chaise	100	30	5	15 000
REPRODUCTION MODULE	25 000	1		25 000
COMMUNICATION	30 000	1		30 000
DIVERS	70 000	1		70 000
BUDGET TOTAL POUR UNE FORMATION TECHNIQUE				1 605 000

RUBRIQUES	PU	QTE	NBR JOURS	TOTAL
FORMATION PRATIQUE /CHAMBRE FROIDE/SESSION DE 5 JOURS				
LOCATION UNITE	10 000	1	5	50 000
INTRANT PEDAGOGIQUE	190 000	1		190 000
PRISE EN CHARGE STRUCTURE D'OFFRE DE SERVICE	40 000	1	5	200 000
REMBOURSEMENT TRANSPORT	3 000	25	5	375 000
RESTAURATION	3 000	30	5	450 000
SUPERVISION TECHNIQUE	10 000	2	5	100 000
APDC	5 000	4	5	100 000
Location chaise	100	30	5	15 000
REPRODUCTION MODULE	25 000	1		25 000
COMMUNICATION	30 000	1		30 000
DIVERS	70 000	1		70 000
BUDGET TOTAL POUR UNE FORMATION TECHNIQUE				1 605 000

Nombre de sessions prévues dans le plan d'actions	477
Nombre de jeunes ciblés par session	25
Coût moyen par session	1 605 000
Coût total	765 585 000